

Observatoire Panafricain de la Démocratie

7^{ème} SESSION PLENIERE DU CONSEIL EXECUTIF

CULTURE DEMOCRATIQUE ET ALTERNANCE POLITIQUE

DAKAR, 16-18 Juillet 2000

LEÇON INAUGURALE :

ALTERNANCE POLITIQUE ET SYSTEME DE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE EN AFRIQUE

Professeur Assiba David JOHNSON

Ancien Directeur à l'Ecole Supérieure de Commerce de Clermont

Ancien Chef du département Stratégie et Politique Générale d'entreprise de l'E.S.C Clermont

Ancien Responsable de l'enseignement des Mathématiques de l'E.S.C Clermont

Consulting Manager on Strategic and Operations Management

Université de Paris 12/Val de Marne

Johnson@univ-paris12.fr

A la mémoire du Professeur Cheikh Anta DIOP

Avec l'élection du Président Wade, le peuple sénégalais vient de nous montrer que l'alternance politique est possible par la formation de coalition et par le respect de l'éthique. Remercions sénégalaises et sénégalais d'avoir ainsi exhibé qu'on ne peut continuellement spolier sans conséquence le libre choix et la libre expression.

Monsieur le Président, l'Observatoire que vous présidez me fait encore l'honneur de m'inviter. Je ne saurai comment vous en remercier.

Je voudrais saisir cette opportunité, pour vous dire que c'est ici même à Dakar que je vis le jour et qu'il y a environ 30 ans que je n'ai plus foulé le sol sénégalais. Vous comprendrez d'autant toute mon émotion.

Enfin, je ne puis interrompre cette reconnaissance de dette en ne manquant de saluer la mémoire de notre collègue le Professeur Cheikh Anta DIOP dont je fis la connaissance à Paris. Notre dernière rencontre eut lieu le 08 septembre 1981 à l'occasion de la parution de *Civilisation ou Barbarie*, monumental ouvrage quant à la densité de réflexion.

Feu le Professeur Cheikh Anta DIOP fut à mon avis l'universitaire Négro-africain le plus brillant de sa génération qui sut tracer les grandes lignes de la reconquête de notre dignité bafouée au nom d'une logique de profit.

Mesdames, Messieurs les participants, confrères, sachant qu'il est pénible d'avoir à subir des discours parfois ennuyeux et plats, je tâcherai de ne pas trop vous faire souffrir. Vous jugerez par vous-même.

Monsieur le Président de l'Observatoire, vous avez demandé à m'entendre sur l'alternance politique et le développement socio-économique en Afrique.

En effet, je choisis d'instaurer le procès suivant :

Si l'on considère l'alternance politique comme nécessité, quelles conséquences pour le développement socio-économique en Afrique ?

“Puisque les intellectuels doivent étudier le passé non pour s'y complaire, mais pour y puiser les leçons ou s'en écarter en connaissance de cause si cela est nécessaire”, je décide :

1 - De m'appuyer sur les solides épaules de Cheikh Anta DIOP pour rendre compte de la solution à la problématique à la lumière des « Anciens ».

2 - De m'écarter du passé en faisant l'économie de l'atrocité de la solution qu'est la mort effective du roi ou du magistrat puisque les institutions politiques modernes le permettent en toute quiétude mais avec un empêchement dirimant, l'irrespect de l'ETHIQUE sociale.

3 - De signifier que l'alternance politique débouche sur une autre vision du monde nécessitant ainsi une démarche stratégique quant à l'effectivité d'un projet de société démocratiquement retenu.

Telle est la grille d'analyse que je suivrai.

I) L'ALTERNANCE A LA LUMIERE DES ANCIENS

A ce stade, je désire mettre en exergue que la dite problématique de cette conférence a été partiellement soulevée par feu le Professeur DIOP au chapitre 12 de Civilisation ou Barbarie à savoir “Sur les particularités des structures politiques et sociales africaines et leurs incidences sur le mouvement historique”. Il y est montré comment l'Afrique pré-coloniale est consciente de sa réflexion puisque le problème de l'alternance est formellement et structurellement résolu eu égard au paradigme de l'époque.

J'ai le choix entre paraphraser, plagier, synthétiser et citer DIOP. Au risque de ne point vous ennuyer mais de susciter un éveil critique, il appert plus congru de le citer, occasion d'attirer votre curiosité car Cheikh Anta DIOP beaucoup en parlent mais peu ou prou l'ont lu.

De la royauté

Si la fonction royale présente des avantages évidents , elle est aussi réglée par un rituel si astreignant que parfois, à tout prendre le sort du roi n'est pas du tout

enviable. En effet, la mise à mort effective du roi au bout d'un nombre variable d'années de règne (huit en général) suivant les régions, n'est pas un fait exceptionnel : elle a persisté ça et là, à travers l'espace et le temps en Afrique Noire précoloniale.

Tout récemment, en 1967, un jeune "prince" nigérian, universitaire qui avait accepté la charge royale dans sa tribu en a été victime. Il faillit être tué après la durée de règne prévue par le rite.

Partout où cette coutume a survécu, la charge royale suscita très peu de convoitises et d'intrigues, et Léo FROBENIUS dans son "Histoire de la civilisation africaine" d'ajouter qu'au Nigéria, où un conseil secret de la couronne présidé par le grand prêtre pouvait décider de la mort du roi d'après ce rite, il arriva qu'il y eut pénurie de candidats à la succession au trône. Autant dire que le sort du roi n'était point envié du peuple.

La décision du conseil était révélée au roi par la présentation d'œufs de perroquet. Il savait alors qu'il devait se supprimer, sinon d'autres ne tarderaient pas à se charger de l'exécution de la sentence à sa place. La compétition pour le trône existe surtout dans les pays où la classe a réussi à contourner la tradition et à substituer la mise à mort rituelle symbolique à la mise à mort effective comme en Egypte à partir de la III^{ème} dynastie.

Ce qui précède est suffisamment limpide et assertif pour ne point susciter commentaire, explication ou exégèse. Indubitablement, j'en ferais l'économie.

Que pouvons-nous dire de cette quête par rapport à la modernité ?

Sous la projection de la sémiologie et de la sémantique, nous constatons que les anciens ont mis en évidence les concepts ci-après qui caractérisent la problématique en question à savoir :

- Nécessité d'alternance
- Mandat limitée (durée huit ans)
- Impossibilité d'existence de passager clandestin (car on se charge de l'exécution de la sentence à la place du free rider)
- Ethique
- Stabilité institutionnelle et j'en passe

Depuis des lustres, l'Afrique berceau de l'humanité, a eu déjà à réfléchir sur l'alternance. Elle a su ainsi dégager des règles, des conventions, des rituels pour résoudre d'éternels problèmes de renouvellement du pouvoir. Gardez vous de penser que la solution ne passait que par la mort effective du roi.

DIOP, dans l' «Unité culturelle de l'Afrique noire» déclarait à la suite de A. AYMARD et J. AUBOYER :

Durant le règne, des cérémonies du même ordre se renouvellent. Ce sont des jubilés mais le sens de la plupart d'entre elles est plus riche que celui de simple fête. Il s'agit de rendre au roi, dans leur fraîcheur vigoureuse d'autrefois, ces forces religieuses et magiques dont dépend la prospérité du pays. Sans doute, ces cérémonies représentent elles l'adaptation de coutumes brutales qui, à l'origine, aboutissaient à sa mise à mort et à son remplacement par un successeur plus jeune.

J'ai voulu vous rappeler la sagesse consciente et non accidentelle de la tradition négro-africaine.

Je vous sais plein d'intelligence, vous saurez approfondir vos réflexions sur les potentialités de ce classicisme de la royauté.

II) DE LA MODERNITE

Que nous offre t-elle ?

Au préalable, vous me concéderiez que les méthodes constituent l'économie de la pensée. Lorsqu'on appréhende l'essence d'un phénomène, d'un fait, d'un système, il est des cas où ceux-ci se laissent enfermer dans des schèmes formels, offrant ainsi la possibilité d'en mieux analyser la structure, bref de répondre avec efficacité à certaines interrogations.

J'ai, précédemment, montré au cours d'une conférence que tout système politique se représente dans un triangle fondamental.

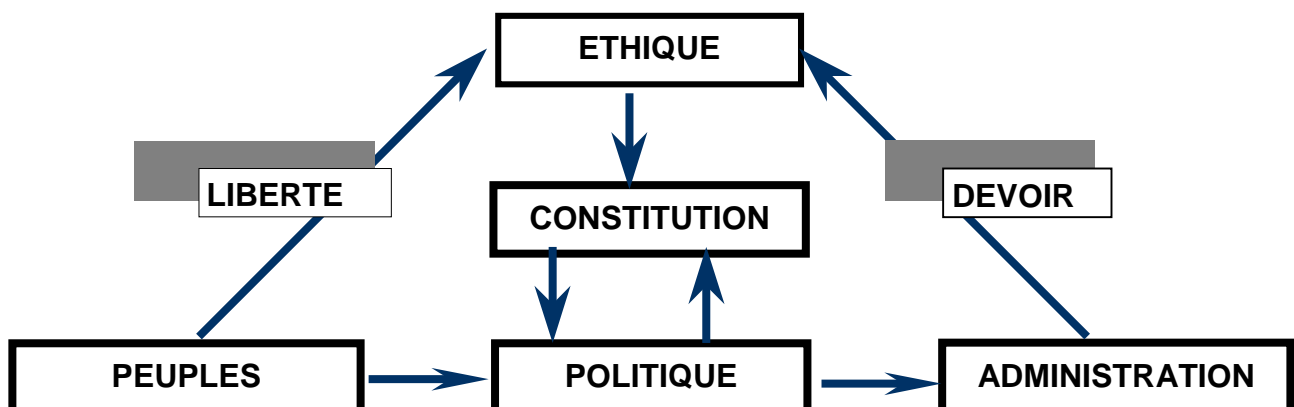


Fig. : Triangle fondamental du système politique

Et que celui-ci soulevait les interrogations suivantes :

- 1) Existe-t-il une constitution idéale ?
- 2) Pour accéder au pouvoir quelle stratégie un individu ou un parti doit-il employer ?
- 3) Quelle stratégie pour rester au pouvoir ?
- 4) Quels objectifs sert-on en réalité ?

A ces interrogations, il est impossible de leur apporter des réponses univoques, tant s'en faut. Il ne reste alors que la perspective d'un consensus général fondant la paix sociale.

Devrais-je rappeler que ce consensus général n'est rien d'autre que la **constitution** qui à son tour cristallise de manière suprême **l'ETHIQUE** sociale. Or, celle-ci met en exergue les règles, les devoirs auxquels les hommes doivent tous obéissance, à savoir **l'isonomia** c'est à dire vote égal ou égalité devant la loi allant de pair avec **l'isogoria** ou l'expression publique de tous les citoyens d'après les Athéniens du V^{ème} siècle avant notre ère.

De ces présupposés, nous déduisons que le respect de **l'ETHIQUE** sociale nous épargne de cette mort effective, qui était la voie obligée des anciens pour assurer l'alternance.

La démocratie parlementaire, le moins mauvais des systèmes politiques, permet de rejeter aux calendes grecs cette mort effective soit un saut qualitatif du point de vue politique mais à un coût moindre, à savoir le respect de **l'ETHIQUE** sociale.

Vous conviendrez que c'est une telle évidence que l'élite politique africaine refuse d'admettre, déclenchant ainsi un cercle vicieux d'instabilité politique. Je conclurai ce volet en énonçant que les principaux défauts qui caractérisent les pouvoirs africains en général à l'exclusion de quelques-uns sont :

- le manque d'éthique ;
- le manque de visions ;
- l'aveuglement ;
- la médiocrité ou louange à la contre-performance... ;

et le plus grave de tous, le manque de **démarche stratégique** ou volontariste avec le refus du résultat des scrutins.

III) DE LA NECESSITE D'UNE DEMARCHE STRATEGIQUE

Force est de rappeler que les sociétés ne se transforment que par l'un ou l'autre des deux moteurs : le peuple ou le pouvoir. Dans certaines périodes de l'histoire, le changement est porté par le peuple ; dans d'autres ; il est imposé par le pouvoir ; dans d'autres, il ne se produit pas.

Pourquoi l'alternance politique ?

Elle est une composante essentielle de l'excellence politique débouchant évidemment sur une autre vision du monde et ipso facto sur un **projet de société**, car lorsqu'on a le pouvoir, on peut faire beaucoup mieux que dire : on peut faire ; entre les mains on a plus que la plume, c'est à dire les manettes de la nation. Polichinelle est ce secret !

Comme il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait d'où il vient en paraphrasant Sénèque, je me permets de souligner que nos peuples n'ont jamais eu depuis les indépendances à choisir entre différents projets de société.

J'aboutis par conséquent à la nécessité d'une politique économique. En effet, il s'agit de gagner les élections par la politique économique. Mais cette politique n'est elle pas réalisée par des hommes politiques sanctionnés par des élections ? Que veulent-ils ces dirigeants ? Faire le bien, ils nous en rabattent les oreilles.

De nos jours, la situation économique globale n'est elle pas le sujet sur lequel les gouvernements sont jugés ?

Je retiendrai qu'elle est la principale question politique. Cependant, en Afrique, le gros des discussions électorales n'en a cure. Je dis que tout semble se passer comme si les problèmes de chômage, de revenus, de prix, d'inflation, de déficits extérieur et public sont ignorés.

L'élite politique africaine prétend que l'élection récompense la mauvaise action et mieux encore elle définit le bien comme étant le mauvais pour le peuple, par cynisme elle laisse savoir que ses électeurs votent son maintien. On ne rappellera pas assez la règle de la démocratie : ce qui est bon pour le peuple l'est pour le gouvernement. Par syllogisme n'est ce pas en déduire que les électeurs sont pour la médiocratie ?

A mon avis, à la suite de DESCARTES, la chose du monde la mieux partagée (le bon sens) s'en écarterait.

Ignorant comment fonctionne un système économique comme celui de l'Afrique, ne prévoyant pas ce qui est très prévisible dans l'économie nationale

et mondiale, n'ayant donc point ou partie de solutions triviales aux problèmes tout au contraire créant ceux-ci par leurs actions ou réactions, telles sont les actions de nos bienfaiteurs publics.

Il y a mieux, ôter des revenus à ceux qui ont le plus besoin, laisser des personnes mourir de faim, de mal santé ; si l'on désire un remède plus radical pour supprimer toute l'Afrique subsaharienne nous voilà servis. Au lieu de nous parler de déficit extérieur, nos nations souffrent de déficit de matières grises. Elles sont victimes de l'incompréhension arrogante du "bluff" à l'expertise qui fait profession de comprendre.

L'économie africaine est mal née et non malmenée. Il s'agit d'une économicide dont les déterminants sont l'inculture historique, économique, scientifique, technologique, le manque de vision particulièrement frappant et singulièrement grave d'une élite se voulant progressiste, en d'autres mots l'absence de **démarche stratégique**.

Je signifie que la sortie de nos crises structurelles passent par les interrogations suivantes :

Où voudrait-on aller ?

- Valeur, aspiration, but des décideurs
- Vocation du projet de société

Où peut-on songer aller ?

- Etude de l'évolution de l'environnement, c'est à dire l'analyse des facteurs et des acteurs
- Analyse des menaces et des opportunités

Où peut-on aller ?

- Mise en lumière du potentiel réel

Où va-t-on ?

- Elaboration d'une stratégie

Où décide-t-on d'aller
Implémentation ou mise en œuvre

A travers cette **démarche stratégique**, les différents volets de la politique économique.

- La politique monétaire
- La politique industrielle et scientifique
- La politique budgétaire
- La politique de distribution des revenus
- Etc...

reposeront sur un volontarisme qui est un passage obligé et minimal pour un succès dans la réussite du projet de société librement choisi conformément au respect de l'**ETHIQUE** sociale.